



Séjour de la santé : Au chevet du malade

Virginie Solunto - FsC 467 Juin 2020

Le gouvernement vient de lancer une concertation sur l'avenir du secteur hospitalier et la médecine de ville dont les conclusions sont déjà attendues à la mi-juillet.

Le COVID-19 aura été plus efficace que les deux ans de lutte des personnels pour remettre la santé au centre des débats. Le gouvernement a lancé le 26 mai une concertation sur l'avenir de notre système de santé. Le comité Séjour national est constitué de syndicalistes, personnels de structures médico-sociales, personnels médicaux... beaucoup de médecins, des hôpitaux et libéraux, certains collectifs. Il se réunira toutes les semaines et remettra ses conclusions à la mi-juillet. C'est bien court pour prendre l'avis des territoires sur les sujets si vastes des 4 piliers : transformer les métiers et revaloriser ceux qui soignent, définir une nouvelle politique d'investissement et de financement au service des soins, simplifier radicalement les organisations et le quotidien des équipes, fédérer les acteurs de la santé dans les territoires au service des usagers. Un groupe de travail planchera quant à lui sur l'épineux dossier des carrières et les rémunérations des personnels médicaux et non-médicaux. Les CRSA ont ouvert des espaces d'expression dématérialisés qui pourront alimenter les débats du comité. Et le CESE a lancé une consultation citoyenne sur l'hôpital qui lui permettra d'émettre un avis à l'automne. Si le sujet est urgent, la précipitation qui permet d'évacuer un vrai débat public interroge.

«...il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »

Emmanuel Macron 12 mars 2020

Après les applaudissements, les jours de congés offerts par la population et les médailles par l'État qui ont beaucoup fâchés les personnels, il serait donc l'heure pour Emmanuel Macron de se pencher au chevet du malade. Un président qui met en cause du jour au lendemain 20 ans de politiques libérales qui ont asphyxié notre service public de santé : comment y croire quand dans le même temps, des suppressions de lits sont encore envisagées çà et là ? La crise sanitaire a mis en avant la nécessité de recruter des personnels, d'améliorer leurs conditions de travail et de revaloriser leurs salaires. Elle a permis au médical de reprendre la main sur l'administratif et de remettre les patients et leur santé au cœur d'un système tarifié, gouverné comme une entreprise privée. Car si la catastrophe a été évitée c'est bien grâce au professionnalisme et au dévouement des personnels qui sans compter ont donné de leur temps, de leur énergie et, pour certains, leur vie. Afin de peser sur les débats, une première grande journée nationale d'action pour la défense et le développement de l'hôpital public est organisée le 16 juin.